



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

**En finir avec les frontières qui tuent
Stop à la sale guerre aux migrants**

LIBERTE DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION !

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 17 / 09 / 2015

Partout aux frontières, murs et barbelés, navires de guerre, avions et matériels sophistiqués : les chefs d'Etat européens font la guerre aux migrants. Mais depuis la découverte de 71 cadavres dans un camion en Autriche et la photo du petit Aylan, mort sur une plage en Turquie, sous la pression des « opinions publiques », ils adoptent un discours « humaniste », cynique et démagogique. Ils opposent maintenant les « vrais » réfugiés de guerre aux « faux » réfugiés économiques. Mais qu'ils fuient l'Afrique, la Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan, tous ces migrants sont avant tout victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables. En concurrence féroce pour se partager le monde et piller ses richesses, elles soutiennent les dictatures, attisent la haine et sèment le chaos. Ils trouvent des milliards pour spéculer ou pour mener des conflits aux quatre coins du monde. Mais pas pour mettre fin à la misère.

Le bal des hypocrites

Dans sa conférence de presse du 7 septembre, Hollande a fait semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'il porte une lourde responsabilité dans leur dramatique situation. Car ce sont les capitalistes comme Areva ou Total qui pillent depuis des décennies les matières premières de ces pays. Ce sont les Dassault qui vendent des armes aux pires dictateurs, c'est un requin comme Bolloré qui a la mainmise sur toute une partie de l'économie africaine. L'armée française intervient militairement lorsque la situation paraît menaçante pour les intérêts capitalistes. Elle est en guerre au Mali, en Irak, en République centrafricaine, et il est même annoncé qu'elle bombardera la Syrie ! A force de mener des guerres, de tuer des populations civiles, de détruire l'économie de ces pays, nos gouvernements sèment le chaos. Et l'annonce par Hollande de vols de reconnaissance en Syrie, avant des frappes aériennes contre Daech ne pourra qu'aggraver la situation.

Bien sûr que la France et l'Europe peuvent accueillir des migrants !

La Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent plus de 3 millions de réfugiés, et l'Europe ne pourrait pas ? On avance le chiffre de 1 million de réfugiés pour 510 millions d'Européens. Cela veut dire accueillir une personne pour 500 habitants, et on ne pourrait pas ? En 1962, la France seule a accueilli sans problème un million de rapatriés d'Algérie. Et là, la France accepterait 24 000 personnes sur deux ans. L'Allemagne 800 000 en un an, mais vient de refermer ses frontières. Chacun se renvoie la balle avec des « quotas ». Et

qu'on arrête de nous rabâcher qu'on « n'a pas les moyens d'accueillir toute la misère du monde », qu'on doit donner la préférence à « nos » pauvres. Il suffirait pour ça de s'en prendre aux capitalistes : 40 milliards amassés par les entreprises du CAC 40 ces

6 derniers mois. Ou de reprendre les 40 milliards que le gouvernement a décidé d'offrir aux entreprises, avec son « pacte de responsabilité ». Il ne faut pas les laisser nous diviser. Ces migrants ne menacent ni nos emplois ni nos conditions de vie. Ce n'est pas à cause d'eux qu'il y a des licenciements, des fermetures d'usines, le gel des salaires, la casse du code du travail, mais à cause des grands patrons qui en veulent toujours plus, et du gouvernement qui leur sert la soupe.

Une mobilisation qui commence et s'amplifie

Rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère de leur pays, aucun barbelé, aucun mur. Les capitaux et les capitalistes circulent et s'installent où ils veulent, pourquoi seulement eux ? La liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental. Ouvrez les frontières ! Régularisation des sans-papiers !

L'EUROPE S'OUVRE
AUX MIGRANTS

- FANOUR -



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



LES LOCAUX SONT SUR DES RAILS

La période de congés est propice à la politique du fait accompli. C'est le cas du réaménagement des espaces de travail. C'est un consultant américain (Applied Research & Consulting) qui s'en charge. Sa méthode : faire croire que le projet vient des salariés. Deux groupes de bêta-testeurs, à l'Avancée et à la Ruche, ont été mobilisés pour des séances de « brain-storming ». Conclusion (écrite d'avance par AR&C) : diminution des rangements et des espaces individuels (de 8 m² à 4,8 m²) au profit d'espaces collectifs (quietzone et workcafé) : aires ni de pause ni de détente, mais dédiées aux plateaux projets ou métiers. Impossible donc d'échapper à la pression du boulot, la promiscuité en plus. Effectifs, salaires, conditions de travail et maintenant surfaces en baisse, pour des profits en hausse, c'est la politique de Ghosn. Invertissons cette logique infernale !

LA QUALITE EST TROP IMPORTANTE POUR LA LAISSER AUX DIRECTEURS !

Dès le 1^{er} octobre, une réorganisation à la DQ (qualité) va nous être imposée. Le manque de concepteurs/trices, de PFE, d'incidentologues et de nombreux autres postes dont les conditions de travail sont dégradées sont à la racine de la «non-qualité». Mais aussi le blocage des salaires et des carrières des APR & ETAM. Ou encore : plannings farfelus (la dernière boucle proto est supportée par le client final (merci V3P !) ; outils vieillots (IPPRF, RRF), mal conçus (New PDM) ou mal utilisés à cause du sous-effectif (ANPQP)... Pour les sous-traitants, une politique achats agressive « tout LCC », avec casse sociale à la fin. Pour les fournisseurs, les actions MONOZOKURI qui imposent à marche forcée des réductions de coûts sur le process ... Mais ce ne sont pas là des « pistes d'amélioration » que la direction a explorées ! Le seul secteur qui embaucherait serait la Stratégie. Les postes de directeurs et de sous-directeurs vont se multiplier et les « gros coeffs » peuvent se caser. Qui mieux que nous, les opérationnel(le)s, sait où et comment agir pour gérer la production ? Ça ne pourra se faire qu'en socialisant notre entreprise !

PERMIS DE POLLUER, AU NOM DES PROFITS

Carlos Ghosn vient d'estimer que les investissements pour la réduction des émissions de CO² seront plus efficaces ailleurs que dans les transports. Il s'est plaint que le secteur des transports ait été *"largement sollicité pour réduire ses émissions polluantes ces dernières années"*. La concurrence entre capitalistes s'exerce aussi sur ce terrain. C'est pas moi, c'est l'autre. A d'autres de "dépolluer", laissez-moi faire des profits dans l'automobile. Et tant pis pour le climat ! C'est Ghosn qui le dit : *« L'industrie automobile a toutes les solutions techniques pour répondre au challenge qui est posé, la question est de savoir si c'est viable économiquement »*. Le dérèglement climatique qui frappe dès aujourd'hui les plus pauvres de la planète est une affaire trop grave pour la laisser à ces apprentis sorciers obsédés par le profit.

POUR L'«ALLIANCE» DES SALAIRES RENAULT-NISSAN

Renault-Nissan envisage de réduire de 25 à 50% la production de l'usine d'Oragadam (8000 salariés, 400 000 véhicules/an et) dans le sud de l'Inde. La plupart des 1200 CDI ne seront pas renouvelés et plusieurs centaines de

postes (jusqu'à 3000) supprimés. Des salaires et conditions de travail « low cost » ne garantissent pas les emplois mais les profits. Face à la mise en concurrence des salariés de l'Alliance, construisons l'Alliance et la solidarité des travailleurs de l'automobile, par-delà les frontières.

NON A LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL !

Depuis des années les patrons veulent « alléger » le Code du Travail, c'est à dire pouvoir tout décider sans contraintes. Hollande, Valls et leur nouvelle ministre El Komri ont décidé d'aller dans leur sens. Le Code du Travail stipule déjà que tout salarié est subordonné au patron et qu'il doit obéir aux ordres. Mais toute limite à leur pouvoir est insupportable aux patrons. Des contrats individuels et des accords locaux primeraient sur la loi, rendant possible la révision à la baisse du contrat de travail signé à l'embauche. Par simple chantage à l'emploi, entreprise par entreprise... Le battage médiatique est immense, à la mesure de l'enjeu de cette remise en cause. Une riposte massive doit se construire dès maintenant. Une telle contre-réforme ne se négocie pas : elle se combat !

SMART:TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du Travail. Les salariéEs de l'usine automobile SMART en Moselle ont été « consultéEs » pour travailler 39 heures payées 37. Au final, ce chantage au maintien de l'emploi n'est accepté que par 39% des ouvriers sur 367 mais par 74 % des 385 cadres. Le patron ne retient que le total de 56,1 % sur l'ensemble des 800 salariéEs. Logique de la démocratie patronale, où on demande aux cadres au forfait-jour de décider du sort des ouvriers, qui subissent les conditions de travail les plus dures pour des salaires de misère. Les salariéEs de Bosch Vénissieux avaient accepté un tel chantage en 2004 : des 820 au moment du référendum il n'en reste que 135, sur un site qui est passé de composants pour l'auto aux panneaux photovoltaïques...

Les sacrifices d'aujourd'hui, dont se gavent les actionnaires, n'ont jamais garanti les emplois de demain. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la réduction du temps de travail pour donner du travail à toutes et tous et améliorer les conditions de travail.

TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS : REGULATISATION !

Pendant 2 mois, plus de 300 travailleurs sans-papiers du 78, soutenus par la CGT, ont occupé les agences d'intérim Adecco, Manpower et Randstad. Les patrons de l'intérim se sont engagés en août à délivrer les documents établissant le lien entre leur fiche de paye et leur identité, pour leur régularisation. Car l'inégalité des droits les contraint à travailler sous une identité d'emprunt, pour le bonheur des sociétés qui les exploitent. Après cette première victoire, ils continuent à se mobiliser, comme le 26 août devant la direction de la Poste à Guyancourt pour soutenir Vincent, syndicaliste menacé de licenciement pour ses activités syndicales (300 personnes dont 200 sans-papiers). La lutte se poursuit pour le dépôt collectif des dossiers à Versailles. Leur combat, l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés, est courageux et juste. Ils doivent être soutenus !